



PARTIE 3

ANALYSE ET PRINCIPALES CONCLUSIONS

Analyse et principales conclusions

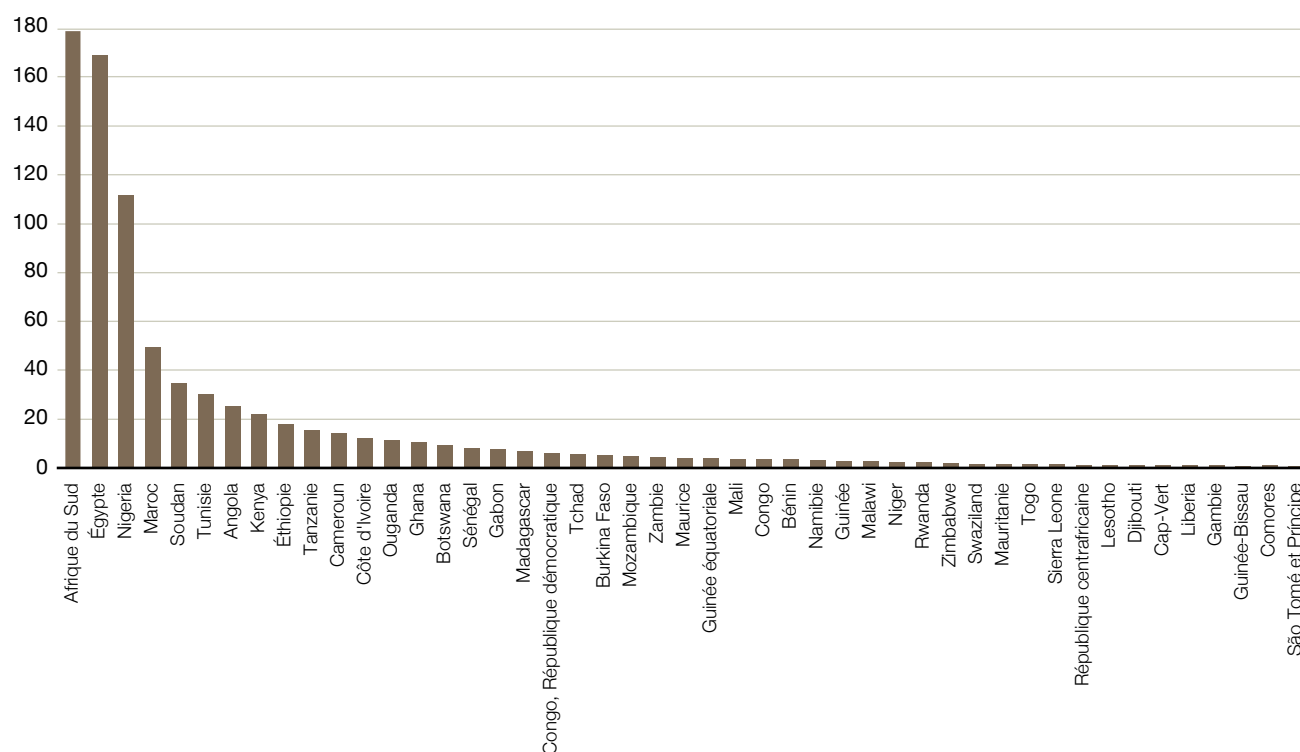
3.1 APERÇU DES RESULTATS

Les parités de pouvoir d'achat servent à comparer les estimations de la taille de l'économie d'un pays, son bien-être général, le bien-être de ses habitants et ses prix avec ceux des autres pays.

Les résultats du PCI-Afrique 2005 sont présentés ci-dessous. L'analyse descriptive porte sur le produit intérieur brut (PIB) et

certaines de ses principales composantes : dépenses réelles de consommation finale (DRCF), dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (DCIAP), dépenses de consommation collective à la charge des administrations publiques (DCCAP) et investissement. Les valeurs de la région Afrique concernent uniquement les 48 pays du continent ayant participé au cycle 2005 du PCI-Afrique. Les principaux résultats

Graphique 1: PIB réel par pays en Millions d'AFRIC, 2005



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T10 dans la Sixième partie. Le Burundi n'apparaît pas dans ce tableau parce qu'il n'a pas fourni de données officielles sur ses comptes nationaux.

sont présentés sous forme de tableaux et de graphiques. Les principaux indicateurs utilisés sont les indices de niveau des prix (INP) et le PIB par habitant, ses catégories de dépenses et les parts des dépenses des pays dans le total de la région Afrique.

Les PPA, les dépenses réelles et les dépenses réelles par habitant peuvent être calculées pour l'ensemble des 155 positions élémentaires et à l'un quelconque des niveaux d'agrégation voulus. Toutefois, les résultats au niveau désagrégé tendent à être moins fiables. Aux fins de la diffusion des résultats à un large éventail d'utilisateurs, un équilibre a été établi entre le souci de fournir autant d'informations que possible et celui d'assurer un certain degré de fiabilité des résultats. Par conséquent, la présente analyse porte essentiellement sur les points saillants des résultats. Les chercheurs et autres institutions désireux d'approfondir l'analyse des résultats sont priés de se référer à la Sixième partie, où sont fournis des tableaux détaillés.

3.2. PLUS GRANDES ET PLUS PETITES ECONOMIES

Le PIB est la mesure la plus communément utilisée pour déterminer la taille de l'économie d'un pays. Le PCI offre une opportunité de comparer la taille des économies hétérogènes sur la base de leurs pouvoirs d'achat et de classer les contributions des pays à la production d'une région. Toutes les dépenses réelles sont exprimées en une monnaie fictive, à savoir la Monnaie africaine d'intégration régionale (AFRIC).

L'Afrique du Sud est la plus grande économie du continent africain, que les données du PIB soient exprimées en dollar des États-Unis en utilisant le taux de change, ou en termes réels en utilisant les PPA. L'Afrique du Sud et l'Égypte, qui sont les deux plus grandes économies, représentent 41 pour cent de la production de la région Afrique en 2005.

La taille totale de l'économie africaine est de 839,2 milliards d'AFRIC (1856,3 milliards de \$EU)⁵. Comme le montre le graphique 1, l'Afrique du Sud est la plus grande économie, avec un PIB réel de 179,7 milliards d'AFRIC (397,5 milliards de \$EU), suivie de près par l'Égypte et le Nigeria, avec respectivement un PIB réel de 169 milliards d'AFRIC (373,7 milliards de \$EU) et 111,81 milliards d'AFRIC (247,3 milliards de \$EU). Après le peloton des trois premiers pays, le graphique 1 présente un écart important du PIB réel pour le reste des pays. Le Maroc vient en quatrième position, avec moins de la moitié du PIB réel du Nigeria. Les quatre pays suivant le Maroc

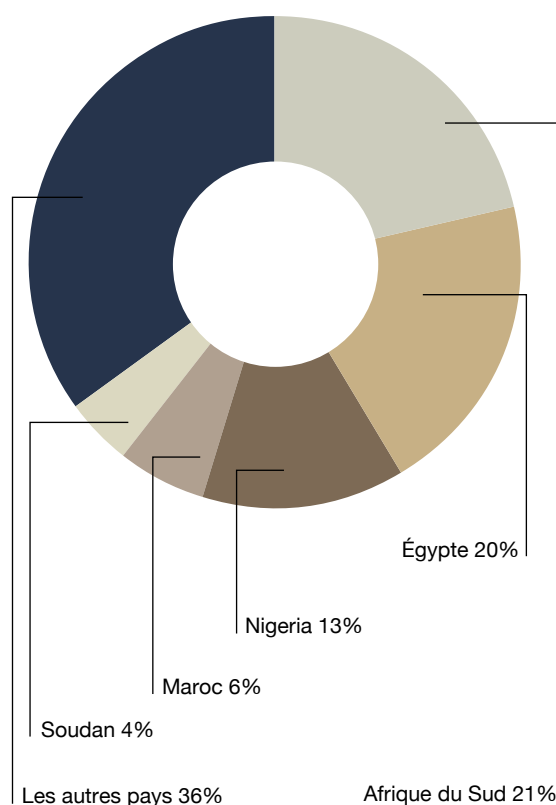
⁵ Les données ne couvrent pas l'Algérie, la Libye, la Somalie, l'Érythrée et les Seychelles, qui n'ont pas participé au cycle 2005 du PCI-Afrique.

sont le Soudan, la Tunisie, l'Angola et le Kenya, avec un PIB réel compris entre 21,7 milliards et 36 milliards d'AFRIC. Les 39 pays restants affichent un PIB réel inférieur à 20 milliards d'AFRIC, 33 d'entre eux, un PIB réel en-dessous de 10 milliards d'AFRIC, allant de 9,3 milliards pour le Botswana à 0,1 milliard d'AFRIC pour São Tomé et Príncipe.

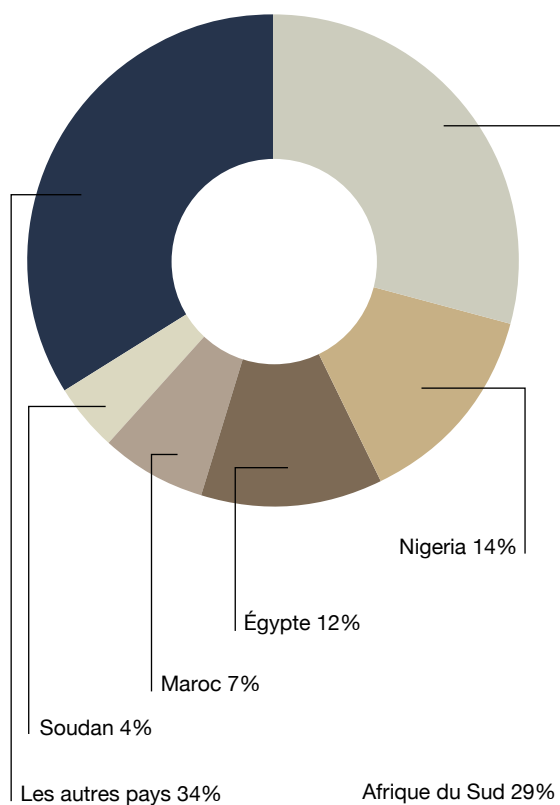
L'Afrique du Sud et l'Égypte sont également les plus grandes économies de la région Afrique, lorsqu'on utilise le PIB en PPA, et comptent respectivement pour 21 et 20 pour cent (voir Graphique 2a), suivis du Nigeria (13 pour cent), du Maroc (6 pour cent) et du Soudan (4 pour cent). Ces cinq économies représentent près des deux tiers du PIB de la région Afrique, mesuré en PPA. Quatre pays (Afrique du Sud, Égypte, Nigeria et Soudan) sont des pays producteurs de ressources minérales et figurent parmi les pays les plus peuplés d'Afrique.

En utilisant le taux de change du marché, ces cinq pays (Afrique du Sud, Égypte, Nigeria, Maroc et Soudan) représentent approximativement la même part du PIB de la région Afrique que lorsqu'on utilise les PPA. Cependant on enregistre des changements

Graphique 2a : Région Afrique, Parts des PIB en valeur réelle, 2005



Graphique 2b : Région Afrique, Parts des PIB en valeur nominale, 2005



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T9 et le Tableau T10 dans la Sixième partie.

significatifs dans la part pour l'Égypte et l'Afrique du Sud. Comme l'indiquent les graphiques 2a et 2b, le poids de l'Égypte dans le PIB total de la région Afrique est de 20 pour cent lorsque l'on utilise les PPA, mais seulement 12 pour cent, avec le taux de change en vigueur. Le fait de mesurer l'économie de l'Égypte en dollars EU au taux de change du marché sous-estime son poids. Inversement, la part de l'Afrique du Sud dans le PIB de la région Afrique chute de 29 à 21 pour cent, lorsqu'on convertit son PIB en utilisant les PPA plutôt que le taux de change du marché.

Dix économies ayant des parts individuelles relatives variant de 1 à 3,5 pour cent représentent 20 pour cent de la production de la région : Tunisie (3,5 pour cent) ; Angola (3 pour cent) ; Kenya (2,6 pour cent) ; Éthiopie, Tanzanie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ouganda, Ghana et Botswana (environ 1 pour cent chacun). Le reste des 33 pays, comptant chacun moins de 1 pour cent de la production de la région, représentent collectivement 14 pour cent de la production totale.

3.3. PAYS LES PLUS RICHES ET LES PLUS PAUVRES

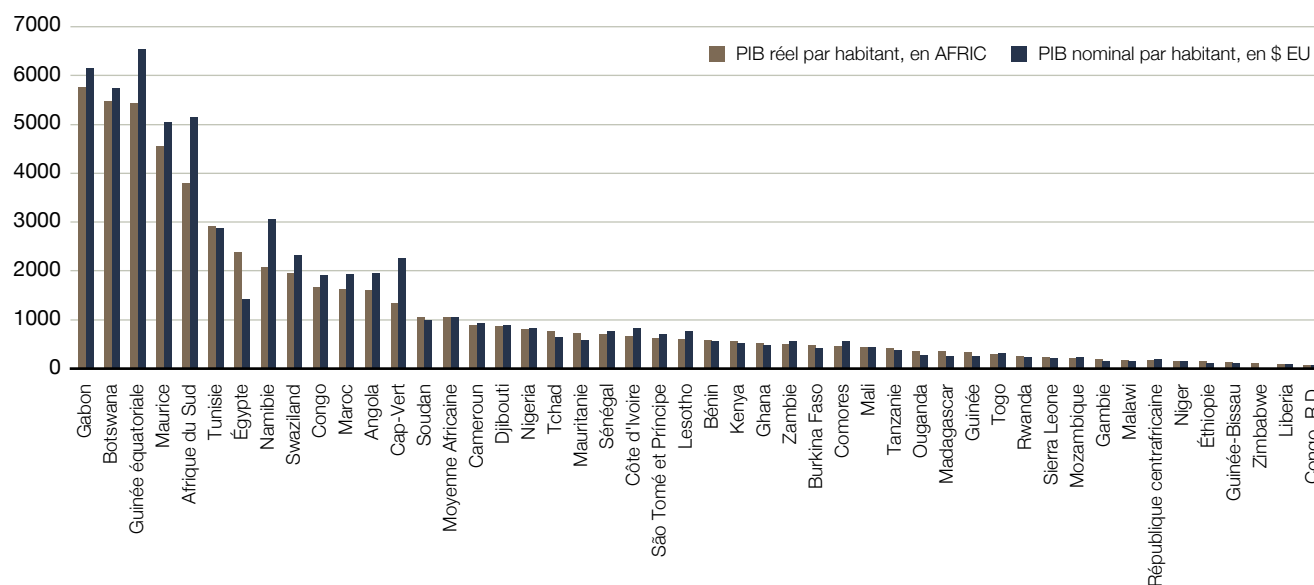
Le PIB réel par habitant est l'étalon classique servant à distinguer les pays riches des pays pauvres. Le PIB par habitant élimine la distorsion résultant de la taille de la population et permet une comparaison du niveau de vie entre les pays. Le PIB réel par habitant mesure le mouvement des biens et services qui s'offrent aux pays pour contribuer à leur bien-être économique. Le graphique 3 présente la répartition des revenus réels et nominaux par habitant (en AFRIC et en dollars EU) par pays.

En termes du PIB par habitant, le Gabon, le Botswana, la Guinée équatoriale, Maurice, l'Afrique du Sud, la Tunisie, l'Égypte et la Namibie sont les pays africains les plus riches. Les plus pauvres sont la République Démocratique du Congo, le Liberia, le Zimbabwe, la Guinée-Bissau, l'Éthiopie et le Niger.

Comme le montre le graphique 3, lorsque l'on utilise le PIB réel par habitant, les cinq économies les plus riches sont le Gabon, le Botswana, la Guinée équatoriale, Maurice et l'Afrique du Sud. Quatre de ces pays comptent une faible population, comprise entre 1 et 1,7 million d'habitants, et leurs parts en valeurs réelles de la production de la région Afrique varie de 0,68 à 1,1 pour cent. Le PIB réel moyen par habitant de la région Afrique, exprimé en PPA, est de 1016 AFRIC. Trente-cinq pays, soit près de trois quarts du total, ont un PIB réel par habitant inférieur à la moyenne régionale. Un quart affiche un PIB par habitant inférieur à 360 AFRIC, la moitié, un PIB réel par habitant inférieur à 620 AFRIC, et 34 économies présentent un PIB réel par habitant inférieur à 1000 AFRIC. Un aspect frappant de ces données est l'énorme dispersion, l'économie la plus riche affichant un PIB réel par habitant de plus de 45 fois celui du pays le plus pauvre. En moyenne, les pays producteurs de pétrole⁶ ont un PIB réel par habitant de 1917 AFRIC, ce qui est supérieur de 970 AFRIC à celui des pays non producteurs de pétrole. Cet écart peut être attribué à un pur effet de revenu résultant des fortes recettes inattendues. Davantage d'écart existe entre les pays producteurs de pétrole qu'entre les pays non producteurs de pétrole.⁷

6 Les pays producteurs de pétrole de la région sont : Angola, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée équatoriale, Gabon, Mauritanie, Nigeria, Congo et Soudan. Il convient de noter que l'Algérie et la Libye, deux grands producteurs de pétrole en Afrique, ne figurant pas parmi les pays enquêtés dans le cadre du PCI-Afrique 2005.

7 La mauvaise gouvernance économique pourrait constituer une explication possible d'un tel écart important entre les pays producteurs de pétrole.

Graphique 3 : Répartition des Revenus réels et nominaux par habitant en AFRIC et en \$ EU par pays

Note : Pour plus de détails, voir Tableau T3 and Tableau T4 dans la Sixième partie. Le Burundi n'y figure pas, parce qu'il n'a pas fourni de données officielles sur ses comptes nationaux.

La comparaison des pays sur la base du PIB par habitant en valeur nominale peut entraîner un changement dans le classement d'un pays, selon que le taux de change sous-estime ou surestime le pouvoir d'achat de sa monnaie. Comme le montre le graphique 3, sept pays (Cameroun, Djibouti, Mali, Nigeria, Soudan, République démocratique du Congo et São Tomé et Príncipe) gardent le même classement que le PIB par habitant soit exprimé en dollars EU ou en termes réels en utilisant les PPA. Onze pays (Angola, Burundi, Botswana, Gabon, Maroc, Maurice, Niger, Sénégal, Swaziland, Tunisie et Afrique du Sud) ont évolué ou régressé d'un point de la comparaison entre les PIB par habitant en dollars EU à celle des PIB par habitant mesurés en PPA. Le classement du reste des pays varie de deux à plusieurs points d'une comparaison à l'autre.

L'Égypte enregistre le plus grand gain en matière de rang, se classant 13e lorsque le PIB par habitant est exprimé en dollars EU, mais passe au 7e rang, lorsque le PIB par habitant est exprimé en termes réels, ce qui reflète ses prix relativement bas. En effet, quoique l'Égypte soit un pays à revenu intermédiaire, il est le moins cher de l'échantillon, avec l'INP le plus bas (davantage de détails seront fournis sur ce point à la section 3.4). L'Égypte partage le même rang avec l'Éthiopie, qui est plus pauvre. La variation du classement de l'Égypte illustre la mesure dans laquelle

les PPA, plutôt que les taux de change du marché, est considérée comme une meilleure mesure du coût relatif de la vie, car les mesures de PPA sont basées sur les biens et services que les ménages peuvent acheter avec leur monnaie nationale. L'INP bas de l'Égypte résulte en partie des interventions sur le marché des biens et services.

3.4. ÉCONOMIES LES PLUS CHERES ET LES MOINS CHERES

L'indice de niveau des prix (INP) d'un pays est un ratio qui s'obtient en divisant sa PPA par le taux de change de sa monnaie. Il s'exprime généralement en pourcentage. L'INP pour un produit ou agrégat donné, indique le nombre d'unités d'AFRIC nécessaires pour acheter le même volume du produit ou de l'agrégat dans chaque pays. Ces indices reflètent la comparaison des niveaux généraux des prix d'un pays par rapport à la moyenne de la région Afrique. Ainsi un INP supérieur à 100 signifie que les prix dans ce pays sont supérieurs à la moyenne régionale, tandis qu'un indice inférieur à 100, signifie que les prix sont relativement inférieurs à la moyenne régionale. Le graphique 4 présente un classement de tous les pays, du plus cher au moins cher. Autrement dit, si une personne achète précisément le même panier de biens et services dans chacun des 48 pays participants de la région Afrique, elle dépensera le plus au Cap-Vert et le moins en Éthiopie.

En Afrique, le pays le plus cher où vivre et travailler est le Cap-Vert, suivi de la Namibie, de l'Afrique du Sud et des Comores. L'Éthiopie, l'Égypte et la Gambie, sont, par contre, les pays les moins chers.

Si d'une manière générale, les INP sont plus élevés dans les pays les plus riches que les pays pauvres, on note cependant des exceptions. Le Cap-Vert affiche l'INP le plus élevé, suivi de la Namibie, de l'Afrique du Sud et des Comores. Au contraire, l'Éthiopie présente l'INP le plus bas parmi les pays participants. Par conséquent, l'Éthiopie est le pays le moins cher en Afrique où résider ou faire des achats. Les autres pays ayant des niveaux de prix relativement bas sont l'Égypte, la Gambie et le Burundi.

Les graphiques 5a et 5b présentent les trois pays les plus chers et les moins chers dans les sept catégories : logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ; santé ; éducation ; produits alimentaires et boissons non alcoolisées ; boissons alcoolisées et tabac ; loisirs et culture ; et restaurants et hôtels. L'Angola est le pays le plus cher en ce qui concerne les trois catégories : santé, produits alimentaires et boissons non alcoolisées, et loisirs et culture. Les deuxième et troisième pays les plus chers, en termes de santé, sont l'Afrique du Sud et le Maroc, tandis que le Swaziland, l'Éthiopie et la Tanzanie sont les pays les moins chers. L'Angola, le Gabon et la Guinée équatoriale sont les trois pays les plus chers,

Les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées sont plus chers en Angola, au Gabon, en Guinée équatoriale, au Nigeria, au Congo et aux Comores.

les boissons alcoolisées et le tabac coûtent plus le cher aux Comores, au Maroc, au Soudan et à Maurice.

L'Angola est le pays le plus cher pour ce qui est des trois positions élémentaires de la consommation individuelle des ménages : santé, produits alimentaires et boissons non alcoolisées, loisirs et culture.

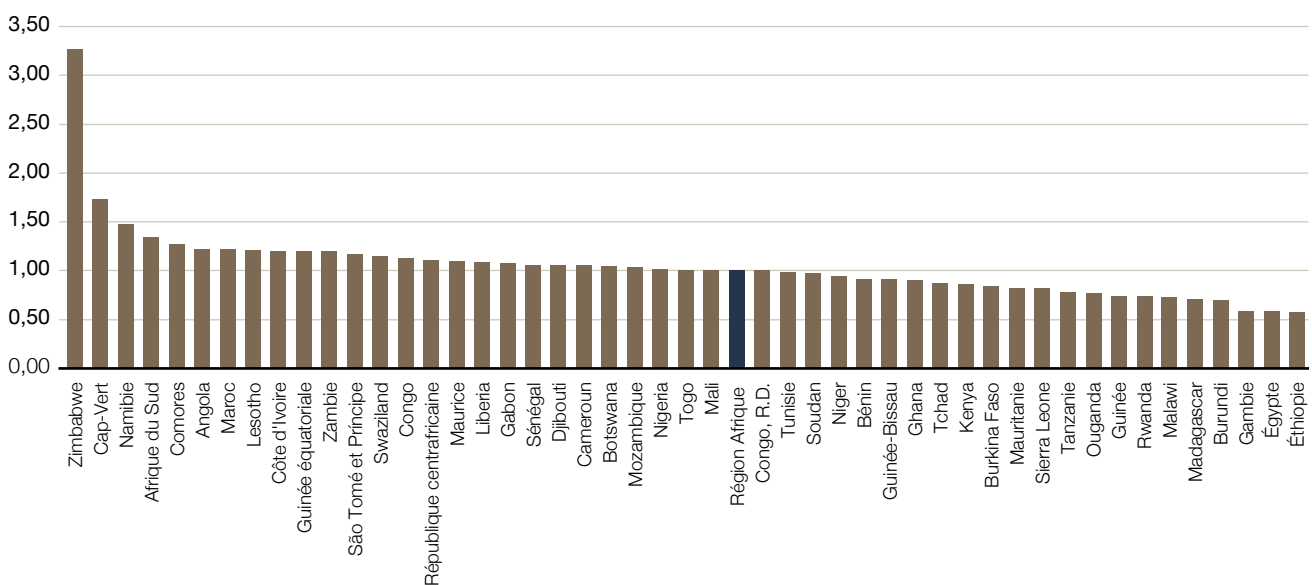
L'Éthiopie et la Guinée sont les pays les moins chers en ce qui concerne respectivement les restaurants et hôtels, et les loisirs et culture.

Maurice est de loin le pays le plus cher, relativement à l'éducation.

s'agissant des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, l'Ouganda, l'Égypte et l'Éthiopie étant les moins chers. En termes de loisirs et culture, l'Angola occupe le premier rang, suivi de près par la Guinée équatoriale et le Gabon, tandis que Madagascar, la Gambie et la Guinée sont les pays les moins chers.

En ce qui concerne le reste des catégories, logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles coûtent plus cher au Cap-Vert, en Namibie et au Swaziland, et moins cher en Sierra Leone, au Tchad et en Gambie. L'éducation est plus chère à Maurice, s'établissant

Graphique 4 : INP des pays au niveau du PIB

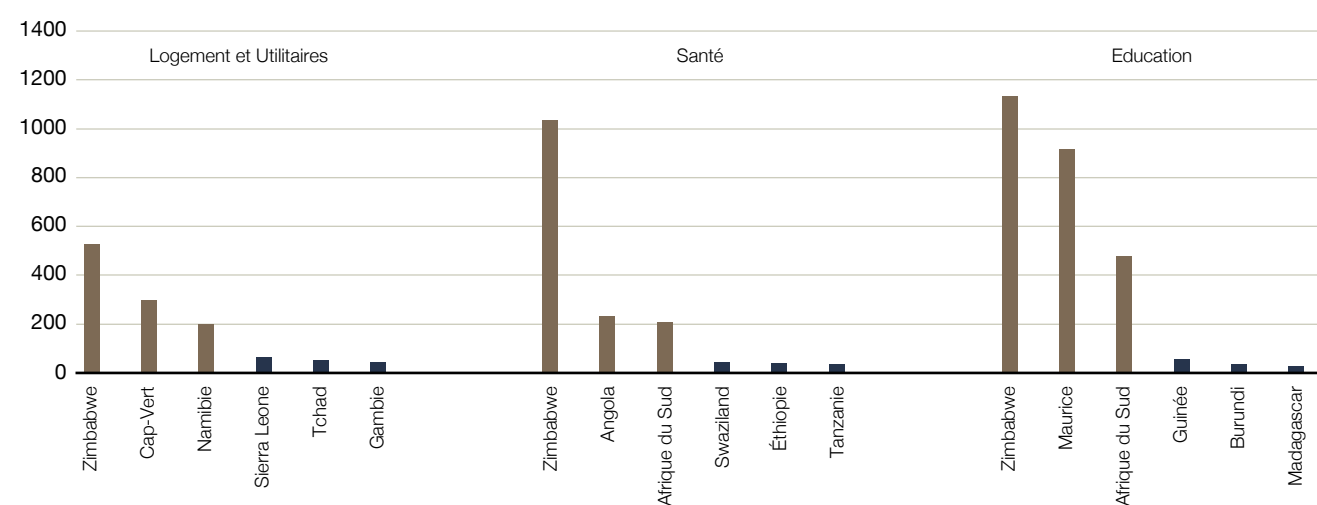


Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T2 dans la Sixième partie.

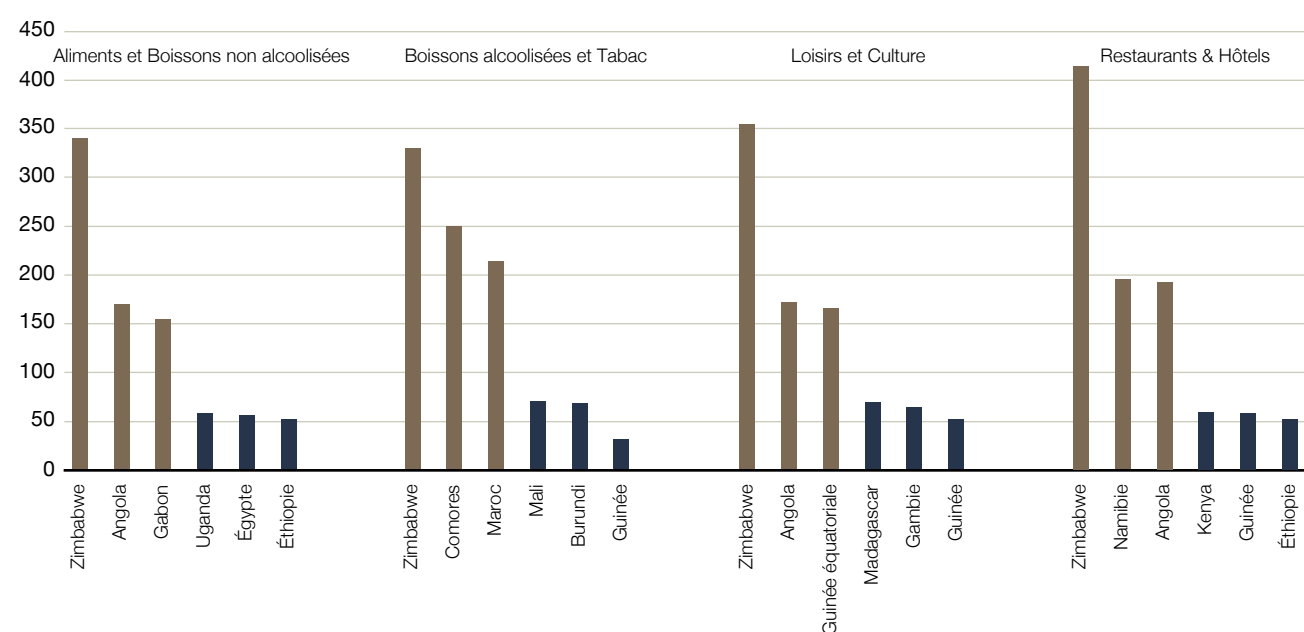
à plus de neuf fois la moyenne africaine, suivie, après un grand écart, par l'Afrique du Sud et la Namibie. L'éducation est offerte au coût le plus bas en Guinée, au Burundi et à Madagascar. Les Comores, le Maroc et le Soudan sont les pays les plus chers pour ce qui est de l'achat de l'alcool et du tabac, avec un niveau de prix de 2 à 2,5 fois supérieur à la moyenne africaine. Les pays les moins chers en ce qui concerne l'alcool et le tabac sont le Mali, le Burundi et la Guinée, où les prix représentent environ la moitié de la moyenne

Maurice, l'Afrique du Sud, la Tunisie, l'Égypte, le Swaziland, le Gabon, le Botswana et la Guinée équatoriale ont les niveaux de vie les plus élevés. Le Zimbabwe, le Cap-Vert, l'Angola, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Namibie et les Comores sont les plus chers, pour ce qui est des dépenses de consommation individuelle et finale des ménages.

Graphique 5a : Economies les plus chères et les moins chères par Secteur (INP par Secteur) Afrique = 100



Graphique 5b : Economies les plus chères et les moins chères par Secteur (INP par Secteur) Afrique = 100



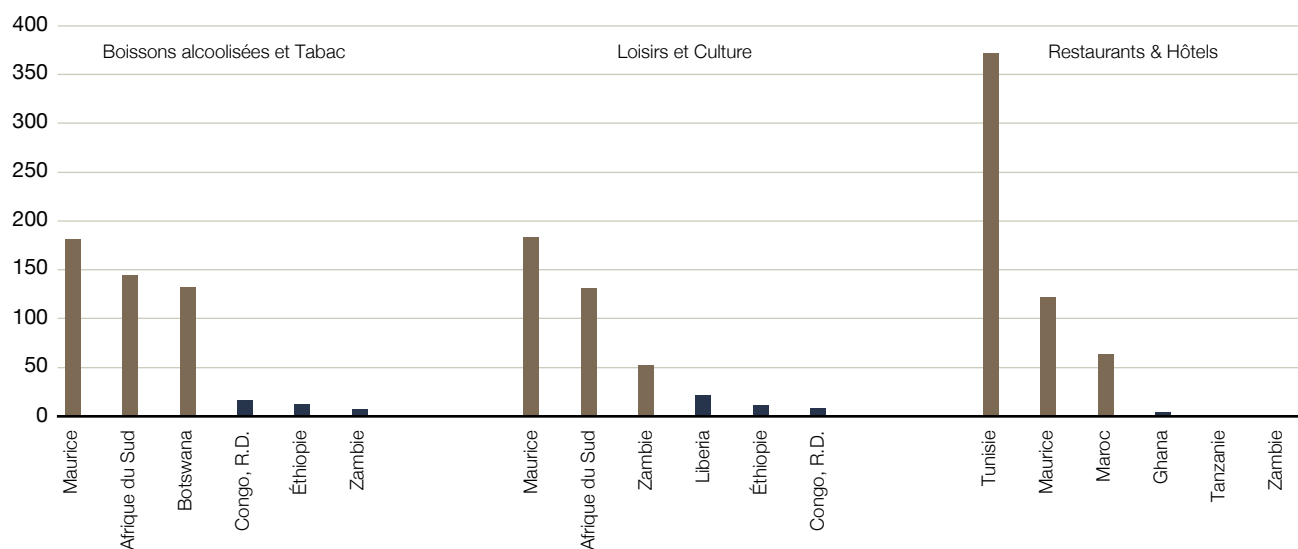
Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T2 dans la Sixième partie.

africaine. Les restaurants et hôtels coûtent plus cher en Namibie, en Angola et aux Comores, avec un niveau de prix d'environ deux fois la moyenne africaine. Par contre, au Kenya, en Guinée et en Éthiopie, ces services sont moins chers.

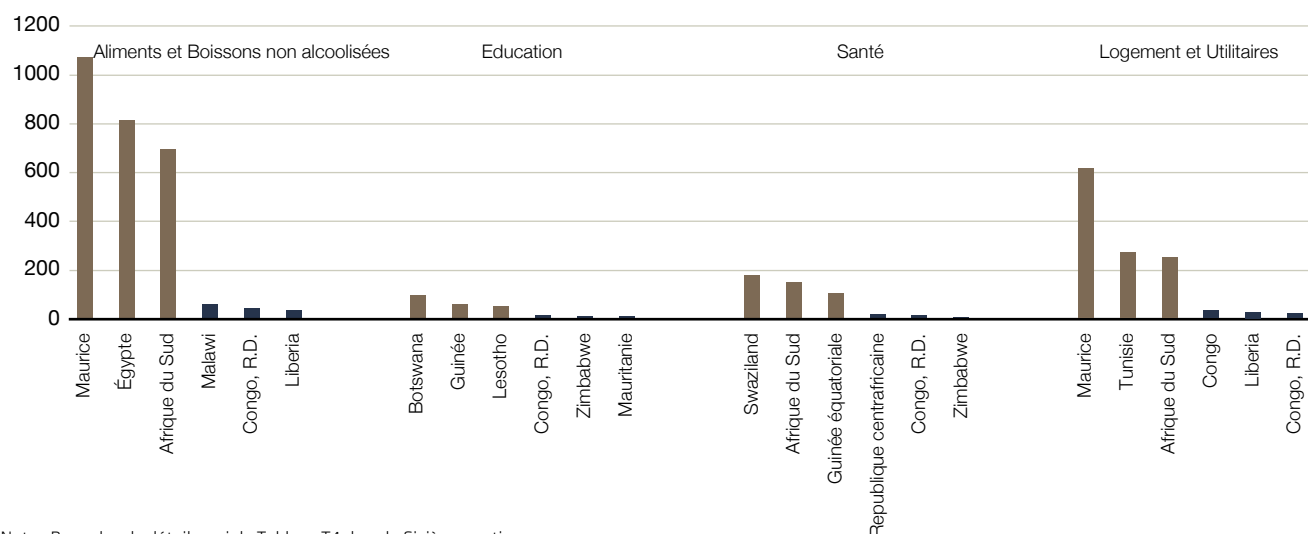
Les graphiques 6a et 6b présentent les dépenses par habitant (en AFRIC) pour les différents biens et services des dépenses de consommation individuelle. Maurice consacre plus de dépenses

que tout autre pays en Afrique à quatre des sept positions élémentaires de la consommation individuelle des ménages : boissons alcoolisées et tabac (presque neuf fois la moyenne de la région Afrique) ; logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (près de huit fois la moyenne africaine) ; loisirs et culture (huit fois la moyenne) ; et les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées (trois fois la moyenne africaine). Les plus faibles dépenses sont enregistrées par la Zambie pour ce qui est des boissons

Graphique 6a : Dépenses par habitant les plus élevées et les moins élevées par secteur



Graphique 6b : Dépenses par habitant les plus élevées et les moins élevées par secteur



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T4 dans la Sixième partie.

alcoolisées et le tabac (un tiers de la moyenne africaine) et restaurants et hôtels (0,6 pour cent de la moyenne) et le Zimbabwe pour l'enseignement privé (1 AFRIC) et la santé privée (0,7 AFRIC).

3.5. NIVEAUX DE VIE LES PLUS ÉLEVÉS ET LES PLUS BAS

Si la gamme complète des biens et services que comprend le PIB mesure le développement économique général d'un pays, une mesure plus appropriée du bien-être économique de la population est obtenue en comparant les dépenses réelles de consommation finale (DRCF) par habitant. En effet, le PIB par habitant comprend d'autres composantes du PIB, comme la formation brute de capital fixe (FBCF) et les dépenses de consommation collective à la charge des administrations publiques (DCCAP). Par conséquent, le niveau de vie des individus se mesure mieux par les DRCF.⁸ Le gra-

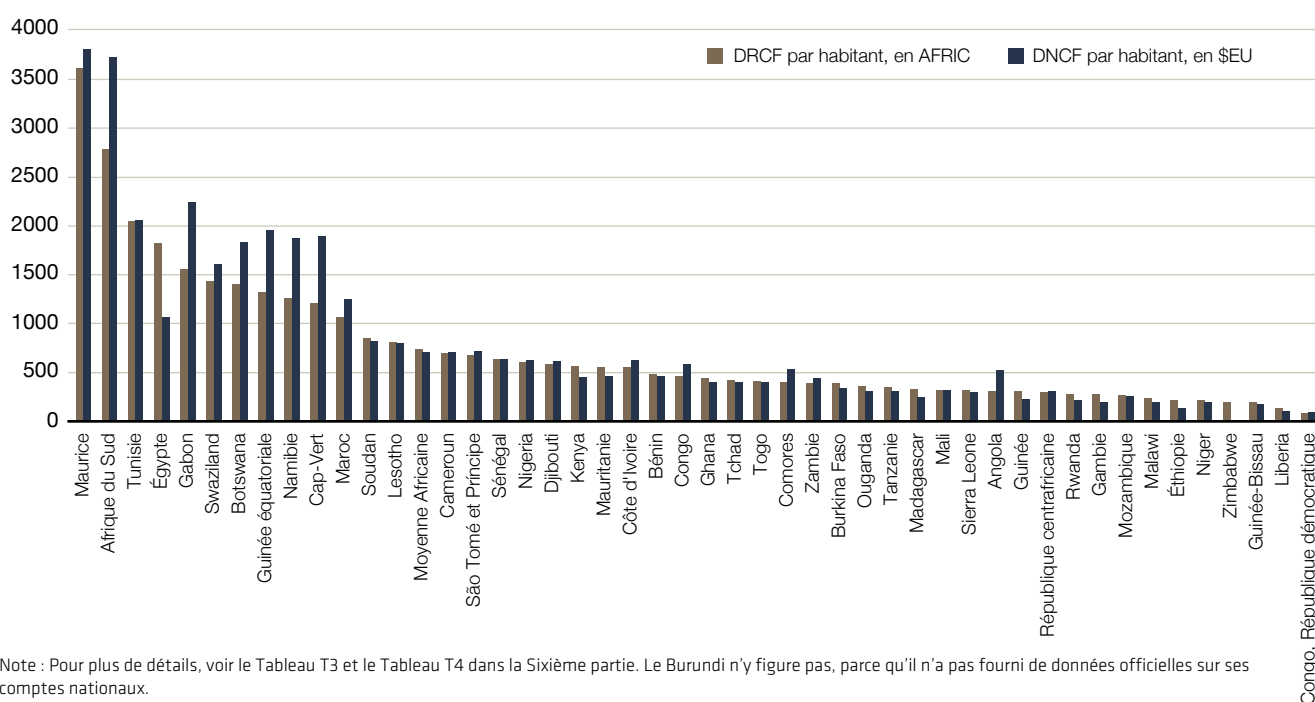
8 Les résultats DRCF présentés ici diffèrent légèrement de ceux qui avaient été publiés en mars 2007. Les différences résultent de l'inclusion ou de la révision par certains pays des données concernant les estimations de leurs PIB de 2005. L'Angola, le Burundi, le Cap-Vert, les Comores, la Gambie, le Liberia, le Malawi, le Rwanda, São Tomé et Príncipe, le Soudan et la Zambie avaient plusieurs données manquantes au moment de la publication des premiers résultats. L'Angola, le Burundi, le Cap-Vert, São Tomé et Príncipe et le Zimbabwe ne pouvaient pas du tout être classés par rapport aux dépenses par habitant, parce que ces pays n'avaient pas encore communiqué les données sur la consommation des ménages ou la population. En conséquence, le classement de certains pays a changé, tandis que d'autres sont classés pour la première fois.

phique 7 présente les DRCF par habitant basées sur les PPA et les taux de change du marché.

Les mêmes pays en tête de liste sur la base du PIB réel par habitant occupent également les premiers rangs lorsque la comparaison se fait par rapport aux DRCF réelles par habitant. Comme le montre le graphique 7, Maurice vient en première position, avec des DRCF réelles par habitant de 3530 AFRIC, ce qui représente un écart tout à fait important de l'ordre de 800 et 1500, respectivement par rapport à l'Afrique du Sud et à la Tunisie qui sont les pays qui suivent immédiatement dans le classement. L'Égypte et le Gabon occupent la quatrième et cinquième place, avec des DRCF réelles respectivement de 1835 et 1543 AFRIC. Huit autres pays se classent au dessus de la moyenne de la région Afrique de 727AFRIC, tandis que les 35 pays restants affichent des DRCF réelles par habitant inférieures à la moyenne. Près de la moitié des pays de l'échantillon se situent en dessous du seuil de 500 AFRIC. La République démocratique du Congo ferme la marche, avec des DRCF réelles par habitant de 69 AFRIC. Les autres pays au bas du tableau sont la Guinée-Bissau, le Zimbabwe et le Liberia, qui se situent entre 201 et 122 AFRIC.

La comparaison du graphique 7 au graphique 3, qui présente les PIB réels par habitant, révèle que bien que les mêmes pays viennent en tête, leur classement est différent. Le Gabon, le

Graphique 7 : Dépenses réelles et nominales de Consommation finale (DRCF et DNCF) par habitant



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T3 et le Tableau T4 dans la Sixième partie. Le Burundi n'y figure pas, parce qu'il n'a pas fourni de données officielles sur ses comptes nationaux.

Maurice, l'Égypte, le Gabon et l'Afrique du Sud ont les DCIAP les plus élevées en Afrique.

Les services liés aux DCIAP sont les plus chers au Maroc, en Afrique du Sud, au Botswana, au Cap-Vert et en Namibie, le moins chers au Tchad, en Égypte et au Burundi.

Le Botswana, le Gabon, Maurice, l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Namibie et la Tunisie dépensent le plus au titre des DCCAP.

Botswana et la Guinée équatoriale perdent cinq places, passant respectivement du premier, deuxième et troisième rang au cinquième, septième et huitième rang. Maurice, l'Afrique du Sud, la Tunisie et l'Égypte gagnent trois places, passant respectivement du quatrième, cinquième, sixième et septième rang au premier, deuxième, troisième et quatrième rang. Les pays qui chutent le plus sont l'Angola, de la 12^e à la 36^e place ; le Congo, de la 10^e à la 26^e place ; et le Tchad, de la 18^e à 30^e place. Pour ces pays les dépenses réelles de consommation des ménages représentent le plus petit pourcentage du PIB (19 pour cent pour l'Angola, 25 pour cent pour le Congo et 40 pour cent pour le Tchad). Les pays qui connaissent l'ascension la plus fulgurante sont le Lesotho, de la 23^e à la 13^e place ; le Togo, de la 35^e à la 25^e place et São Tomé et Príncipe, de la 22^e à la 15^e place.

3.6. DEPENSES DE CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les dépenses de consommation des administrations publiques se répartissent en deux grandes catégories. Les dépenses de consommation individuelle à la charge des administrations publiques (DCIAP) constituent la dépense encourue par les administrations publiques pour les services individuels, notamment l'éducation et la santé publiques. Les dépenses de consommation collective à la charge des administrations publiques (DCCAP) comprennent les dépenses au titre de la consommation collective de biens et services, tels que la défense et la police. Des enquêtes sur la rémunération des salariés ont été menées dans tous les pays participants pour un nombre choisi de fonctions. Les données sur les salaires des personnels de la santé et de l'éducation ont servi à calculer les PPA pour les DCIAP. Quant aux PPA pour les DCCAP, elles ont été calculées à partir des données sur les salaires des autres postes au niveau de la défense et de l'administration publique.

3.6.1. DEPENSES DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le tableau 2 présente les DCIAP par habitant et les INP en pourcentage de la moyenne de la région Afrique pour les dépenses de consommation individuelle des administrations publiques. Les

gouvernements de Maurice et d'Égypte consacrent plus aux dépenses de santé et d'éducation que les gouvernements des autres pays dans la région Afrique. Maurice et l'Égypte dépensent près de quatre à six fois plus que la moyenne pour les services individuels d'éducation et de consommation à la charge des administrations publiques. Ces deux pays sont suivis par le Gabon, l'Afrique du Sud et la Namibie. Les pays qui dépensent le moins, avec moins de 4% de la moyenne africaine par habitant, sont la République démocratique du Congo, le Malawi et les Comores.

Lorsque l'on décompose les DCIAP en services d'enseignement public et de santé publique (colonnes 6 et 7 du tableau 2), on constate que Maurice dépense le plus en faveur de l'éducation (environ six fois la moyenne de la région Afrique), suivie du Gabon et de l'Égypte (environ cinq fois la moyenne de la région Afrique) et l'Afrique du Sud (près de quatre fois la moyenne de la région Afrique). La République démocratique du Congo, le Malawi et les Comores dépensent le moins en faveur de l'éducation et du total des DCIAP dans les proportions plus ou moins inférieures à la moyenne de la région Afrique.

S'agissant de la santé publique, l'information est similaire. Maurice dépense plus en faveur de la santé publique que tout autre pays en Afrique (près de huit fois la moyenne de la région Afrique), suivie de l'Afrique du Sud et de l'Égypte (près de cinq fois la moyenne). Le Malawi (un pour cent de la moyenne), le Ghana (trois pour cent de la moyenne) et la République démocratique du Congo (quatre pour cent de la moyenne) dépensent le moins en faveur de la santé publique.

Les colonnes 2, 3 et 4 du tableau 2 présentent respectivement les INP pour le total des DCIAP, l'éducation et la santé publique. La colonne 2 montre que le Maroc (trois fois la moyenne de la région Afrique) et l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cap-Vert et la Namibie (deux fois la moyenne) consacrent plus de dépenses en DCIAP. Le Tchad (un dixième de la moyenne), l'Égypte (un quart de la moyenne) et le Burundi (cinquante pour cent de la moyenne) dépensent le moins.

Le Maroc, l'Afrique du Sud et le Botswana dépensent le plus en faveur de l'éducation publique dans les mêmes proportions en ce qui concerne le total des DCIAP. Le Cap-Vert, le Maroc et le Zimbabwe (trois fois la moyenne de la région Afrique) dépensent le plus en faveur de la santé publique. Le Tchad (un dixième de la moyenne) et l'Égypte et la République démocratique du Congo (un tiers de la moyenne) consacrent le moins de dépenses à l'éducation publique. L'Égypte (un dixième de la moyenne), le Tchad (un cinquième de la moyenne) et le Burundi (cinquante pour cent de la moyenne) dépensent le moins en matière de santé publique.

Tableau 2 : Indice de niveau des prix et Indice des dépenses individuelles des Administrations publiques; Afrique = 100

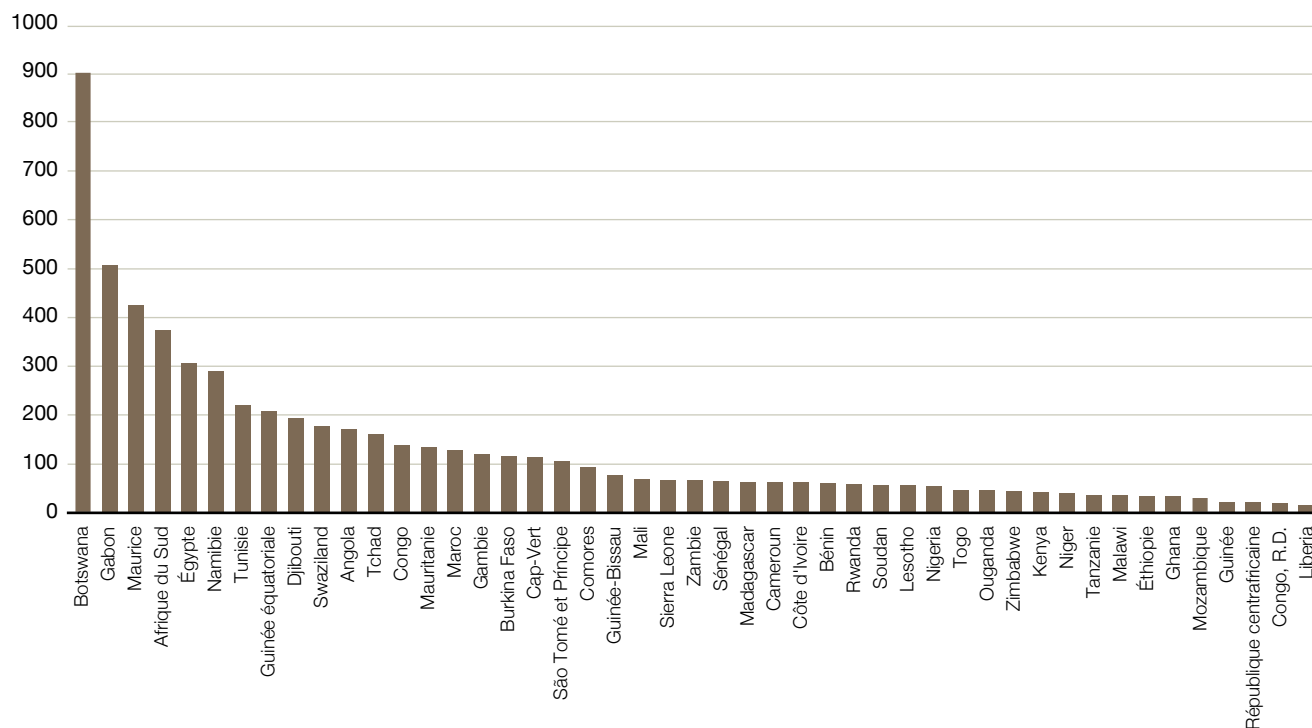
PAYS	INP des dépenses de consommation individuelle des Administrations publiques; Afrique = 100	dont INP Education; Afrique = 100	dont INP Santé; Afrique = 100	Indice de dépenses de consommation individuelle des Administrations publiques; Afrique = 100	dont Indice de dépenses de services de l'éducation; Afrique = 100	dont Indice de dépenses de services de santé; Afrique = 100
Afrique du Sud	230	238	213	407	373	495
Angola	185	185	185	47	39	68
Bénin	104	110	87	45	46	42
Botswana	222	224	211	251	279	182
Burkina Faso	88	87	91	34	36	29
Burundi	52	55	45
Cameroun	110	106	125	49	55	33
Cap-Vert	215	204	310	103	128	39
Comores	84	80	96	4	4	4
Congo	71	69	75	146	161	107
Congo, République démocratique	72	38	87	1	1	4
Côte d'Ivoire	196	221	146	28	26	33
Djibouti	109	107	114	110	116	97
Égypte	26	33	10	463	464	460
Éthiopie	72	69	97	10	12	4
Gabon	104	106	97	438	482	325
Gambie	68	83	52	76	55	129
Ghana	140	141	124	19	25	3
Guinée	57	58	50	25	30	13
Guinée-Bissau	69	64	84	8	9	8
Guinée équatoriale	56	53	61	85	77	106
Kenya	156	160	121	62	77	23
Lesotho	138	139	135	115	117	111
Liberia	118	119	114	9	9	9
Madagascar	73	70	76	39	27	71
Malawi	55	49	84	2	3	1
Mali	91	89	98	34	38	23
Maroc	340	348	301	97	112	58
Maurice	95	88	108	649	593	794
Mauritanie	71	71	73	69	80	41
Mozambique	95	90	115	30	33	23
Namibie	208	205	217	300	304	288
Niger	126	126	127	11	12	8
Nigeria	64	57	86	54	58	44
Ouganda	71	69	75	55	56	54
République centrafricaine	120	119	125	13	16	8
Rwanda	63	62	69	38	44	24
São Tomé et Príncipe	81	85	67	48	50	44
Sénégal	136	147	107	61	60	63
Sierra Leone	72	73	64	45	57	14
Soudan	131	126	143	8	7	9
Swaziland	179	192	152	118	110	139
Tanzanie	79	80	77	9	10	8
Tchad	11	10	20	155	193	59
Togo	87	82	124	31	37	16
Tunisie	172	201	131	226	184	335
Zambie	104	98	109	93	54	193
Zimbabwe	100	87	294	48	62	11
Région Afrique	100	100	100	100	100	100

Pour plus de détails, voir le Tableau T2 et le Tableau T12 dans la Sixième partie.

Le Botswana, la Namibie, le Swaziland et l'Afrique du Sud affichent les niveaux de prix les plus élevés et les DCIAP réelles par

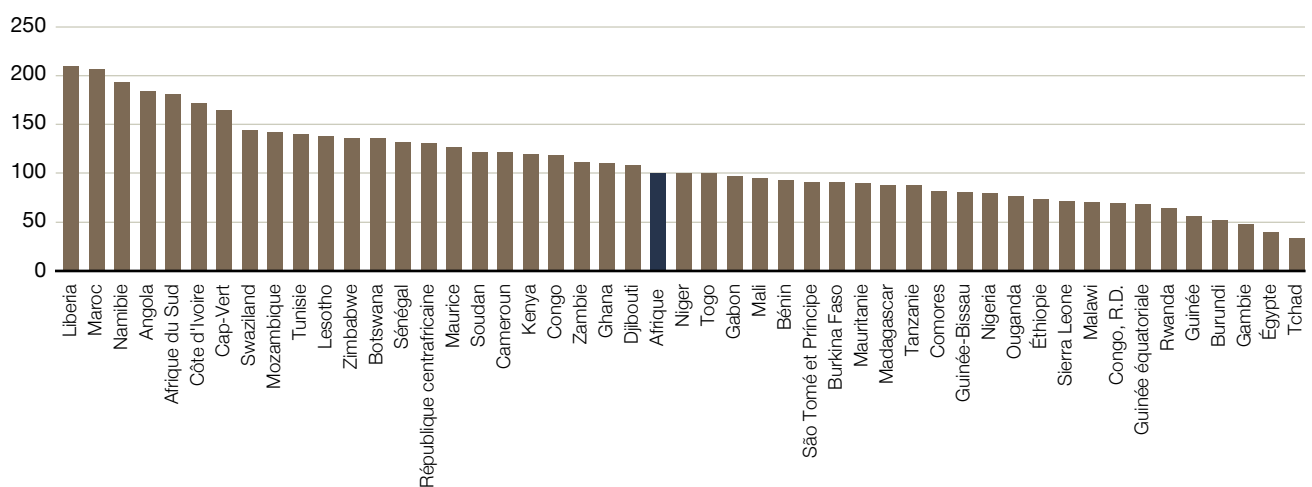
habitant les plus élevés. Le Maroc, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire et l'Angola présentent la même image, mais avec des dépenses

Graphique 8 : Indice des Dépenses réelles de consommation collective des Administrations publiques par habitant, Région Afrique = 100



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T12 dans la Sixième partie. Le Burundi n'y figure pas, parce qu'il n'a pas fourni de données officielles sur ses comptes nationaux.

Graphique 9 : INP des pays au niveau des Dépenses de consommation collective des administrations publiques en 2005, Afrique = 100



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau T2 dans la Sixième partie.

réelles inférieures ; par exemple, le Maroc a le niveau de prix le plus élevé et se classe quatorzième en ce qui concerne les DCIAP réelles. En revanche, le Congo, l'Égypte, le Gabon, Maurice et le Tchad ont des niveaux de prix bas, mais leurs DCIAP figurent parmi les plus élevées. Les prix bas peuvent résulter d'un niveau élevé des dépenses de l'administration publique. Avec des dépenses élevées de la part de l'administration publique, les citoyens n'auront pas besoin de payer le coût total des dépenses en matière de santé et d'éducation.

3.6.2. DEPENSES DE CONSOMMATION COLLECTIVE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le résultat des dépenses de consommation collective des administrations publiques est légèrement différent de celui du PIB par habitant, des ménages et de la DCIAP passé en revue plus haut. Le Botswana dépense plus en faveur des DCCAP. Les DCCAP du Botswana représentent neuf fois la moyenne de la région Afrique. Les fortes recettes du gouvernement du Botswana peuvent avoir encouragé les dépenses énormes de l'administration publique. Le Botswana est suivi par le Gabon (cinq fois la moyenne africaine), Maurice et l'Afrique du Sud (environ quatre fois la moyenne africaine) et l'Égypte et la Namibie (près de trois fois la moyenne africaine).

Le Liberia consacre le moins de dépenses aux DCCAP. Cela se comprend car le pays venait juste d'entrer dans une période post-conflit au moment de la collecte des données et manquait de fonds pour les activités gouvernementales. Au nombre des autres pays qui dépensent le moins en faveur des DCCAP, on compte la République démocratique du Congo (un sixième de la moyenne de la

région Afrique), la République centrafricaine et la Guinée (environ un cinquième de la moyenne africaine).

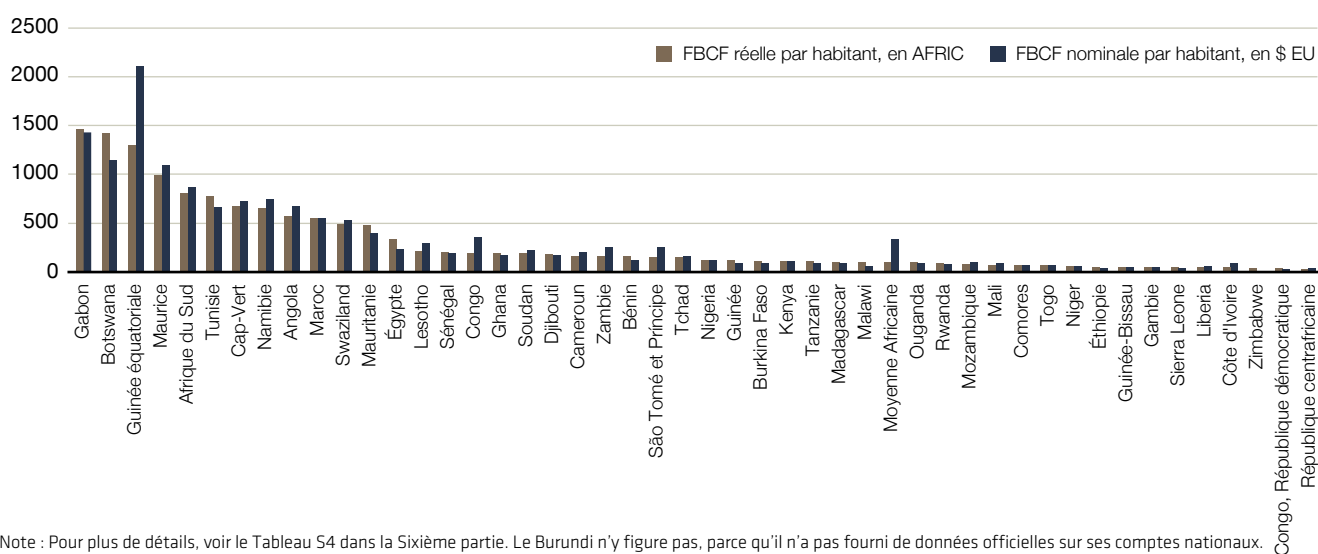
Le graphique 9 présente les INP des pays des DCCAP. Le Tchad et l'Égypte affichent les INP les plus bas des DCCAP. Avec un INP de plus de deux fois la moyenne régionale, le Liberia et le Maroc ont les coûts des DCCAP les plus élevés, suivis de près par la Namibie, qui est légèrement en dessous de deux fois la moyenne africaine. Les coûts des DCCAP dans un bon nombre de pays dont le Niger et le Togo sont inférieurs ou égaux aux coûts moyens régionaux.

3.7. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

La Formation brute de capital fixe (FBCF) est une mesure des dépenses d'investissement d'un pays, dont les principales catégories sont : machines et équipements, et construction. La part des investissements dans le PIB est importante car elle constitue une indication de la croissance économique. De manière générale, l'investissement national et étranger en Afrique est faible. La moyenne régionale en matière d'investissement s'établit à 83 AFRIC par habitant. La figure 10 présente une comparaison des dépenses d'investissement par habitant basées sur les PPA et lorsque les taux de change nominaux sont utilisés pour la conversion.

Les pays qui viennent en tête de liste pour ce qui est du PIB réel par habitant occupent également les premiers rangs lorsque la comparaison est faite sur la base des dépenses réelles de FBCF par habitant : Gabon, Botswana, Guinée équatoriale, Maurice, et Afrique du Sud. Le Gabon, le Botswana et la Guinée équatoriale affichent des dépenses d'investissement par habitant respectivement de

Graphique 10 : FBCF réelle et nominale par habitant



Note : Pour plus de détails, voir le Tableau S4 dans la Sixième partie. Le Burundi n'y figure pas, parce qu'il n'a pas fourni de données officielles sur ses comptes nationaux.